

Au parc Maximilien, c'est l'Etat qui attise la tension

BRUXELLES La situation s'enlise et est de plus en plus difficile à gérer

- ▶ Un SDF a agressé au couteau un policier lors d'une opération de routine aux alentours du parc Maximilien.
- ▶ Les épisodes violents s'enchaînent.
- ▶ Le plan contre la migration de transit du fédéral a pour effet d'amener davantage de monde, crispant encore davantage la situation.

Le SDF qui a agressé au couteau un policier aux abords du parc Maximilien a été hospitalisé dans un état critique lundi. Selon les premiers éléments communiqués, A. E. aurait sorti un couteau alors que les forces de l'ordre venaient de le réveiller pour jeter le carton sur lequel il dormait. Ce Belge sans abri d'origine égyptienne aurait blessé légèrement un des policiers après que ceux-ci ont fait usage de gaz lacrymogène. Un autre policier aurait alors tiré à trois reprises, le touchant à la jambe et à la poitrine. Deux enquêtes ont été ouvertes, une pour évaluer si le policier a fait usage de son arme à feu de manière légale et une sur l'agression au couteau en elle-même.

La description fournie par le parquet de Bruxelles colle aux informations recueillies par les volontaires de la Plateforme citoyenne auprès des deux Afghans qui l'accompagnaient lundi: un Egyptien, qu'ils ne connaissaient pas, particulièrement nerveux, dormant toujours avec son couteau. L'incident s'inscrit dans un contexte de tensions croissantes autour du parc Maximilien et de la porte d'Ulysse, où une population non migrante sans abri est petit à petit venue se greffer. La Plateforme citoyenne, comme les organismes venant en aide aux sans-abri, refuse de faire la distinction entre les groupes dans le cadre de leur accueil, mais les personnes marquées par une vie dans la rue et d'éventuelles assuétudes sont beaucoup plus difficiles à gérer. Des incidents vio-

lents avaient déjà éclaté il y a quelques semaines, provoqués par des sans-abri, obligeant la porte d'Ulysse à fermer ses portes pour deux nuits. Lundi, Mehdi Kassou, le porte-parole de la Plateforme, demandait aux familles hébergeuses de s'organiser entre elles: « *Les événements survenus sur le trottoir en face du parc Maximilien ce matin, au-delà d'avoir été choquants, nous poussent à prendre un peu de recul pour décider de la suite des événements.* » Et de souligner la responsabilité du gouvernement qui laisserait la situation volontairement dégénérer.

Le parc rempli... par l'Office des étrangers

« *Qu'un type dorme avec son couteau en dit long sur le climat de tension, c'est vraiment inquiétant* », observe Mehdi Kassou. C'est que la situation s'est encore envenimée ces derniers jours avec l'arrivée de nouveaux venus. Des arrivées imputables... au grand plan contre la migration en transit présenté la semaine passée par Theo Francken et Jan Jambon, et qui vise notamment à vider pour de bon le parc Maximilien mais a eu pour effet pervers (souhaité dirait Kassou) de le remplir.

Depuis le 13 septembre, tous les migrants interpellés sur le territoire belge sont ramenés vers Steenokkerzeel, où un nouveau centre administratif traite leur dossier: prises d'empreintes, recherches dans la base de données européenne, décisions administratives. Une partie des personnes sont ensuite placées en centre fermé, les

autres – soit qu'elles soient inexpulsables en raison de leur nationalité ou de difficultés d'identification, soit qu'on manque de place – sont libérées avec un ordre de quitter le territoire. Grand seigneur, l'administration organise alors leur transfert jusqu'à la chaussée d'Anvers, à Bruxelles, devant les bureaux de l'Office des étrangers et accessoirement au niveau du parc Maximilien. « *Il s'agit de donner la possibilité à ces personnes de demander l'asile*, précise l'Office des étrangers. *On ne peut pas d'un côté nous reprocher de ne pas assez communiquer sur l'asile et de l'autre nous reprocher de le faire.* »

Problème: la Ville de Bruxelles a été alertée sur le fait que des navettes auraient déposé des migrants après l'heure de fermeture, vendredi. On prévoyait donc de laisser les migrants jusqu'à lundi matin au parc Maximilien? L'Office des étrangers reconnaît: « *Il est possible que des personnes interceptées jeudi ou vendredi aient été ramenées samedi ou dimanche à Bruxelles.* » Normalement peu disert sur le sujet (bien que très actif), Philippe Close est sorti de sa réserve samedi, lâchant dans les colonnes de *Het Laatste Nieuws*: « *Je fais tout ce que je peux pour résoudre le problème et que fait [Theo Francken]? Il vide les parkings flamands pour renvoyer les migrants à Bruxelles. Comme ça, on n'y arrivera jamais* »

Le cabinet du secrétaire d'Etat se veut rassurant: « *Il faut considérer toute la chaîne d'actions déployées – les contrôles, le*

message dissuasif, la sécurisation – pas seulement l'un ou l'autre maillon. Le plan portera ses fruits. »

Les équilibres entre nationalités déstabilisés

En attendant, la concentration des migrants au parc Maximilien se révèle déjà déstabilisante. Selon la Plateforme citoyenne, de l'ordre de 80 personnes auraient été ramenées vers Bruxelles, certaines n'ayant pas même reçu d'ordre de quitter le territoire (l'Office des étrangers n'était lundi pas en mesure de donner une estimation chiffrée). « *Il y a un équilibre territorial dans la migration de transit, le parc est essentiellement occupé par des Erythréens, des Soudanais et des Ethiopiens dont la situation et le vécu sont assez similaires. En ramenant tout le monde au parc Maximilien, le gouvernement est en train de créer de nouvelles tensions* », s'agace Mehdi Kassou.

Des migrants, arrêtés à la côte belge mais basés à Dunkerque ou Calais, où se trouvent majoritairement des Kurdes et des Afghans, se retrouvent ainsi débarqués à Bruxelles. « *On a à présent des dizaines de personnes qui sont lâchées au parc et qui ne savent pas où elles se trouvent, il y a des tensions qui se créent. La semaine passée, un Soudanais a été poignardé lors d'une distribution de repas. On n'avait jamais eu ça ici.* » ■

LORRAINE KIHL

les faits « Il a sorti un couteau, la police a tiré »

Au milieu du parc Maximilien à Bruxelles, entre la gare du Nord et Tour & Taxis, sur le coup de 10 heures ce lundi, une dizaine de jeunes hommes jouent au football sur le terrain synthétique. A quelques mètres de là, une dizaine d'Erythréens discutent. Dans le calme. Tandis qu'une famille, en provenance du centre de la porte d'Ulysse, déballe son baluchon sous l'œil de la mère de famille occupée à donner le sein à son bébé. Une journée comme les autres dans ce parc devenu depuis de longs mois le symbole bruxellois de la crise migratoire.

Aux abords du parc pourtant, les signes tangibles d'une certaine tension sont encore visibles. Plusieurs véhicules de police sont stationnés tandis que des agents montent la garde aux différentes entrées du site. Sur le trottoir de la chaussée d'Anvers, des paravents floqués du logo de la police obstruent la vue et témoignent de la scène violente qui s'est déroulée une heure plus tôt.

« La police locale organise régulièrement des patrouilles dans ce quartier, explique une Van Wymmerch, porte-parole du parquet de Bruxelles. Peu après 9 heures, une patrouille de police a interpellé un homme sur le trottoir de la tour WTC, à hauteur du 59 de la chaussée d'Anvers. La police l'a invité à quitter l'endroit. Ce qu'il a refusé de faire. Le suspect a, au contraire, sorti un couteau. La police l'a sommé à plusieurs reprises de déposer le couteau. En vain. Il a porté un coup de couteau au policier, qui a été légèrement blessé à la tête. Il a été soigné à l'hôpital. Un collègue policier a tiré trois fois en direction du suspect, qui a pris une balle au niveau du torse et une autre dans la jambe. »

Belge d'origine égyptienne

L'identité de l'auteur de l'agression a été établie dans la journée. Il s'agit d'un certain A.E., né en 1975. De nationalité belge, d'origine égyptienne, il est « probablement sans abri » selon le parquet de Bruxelles. Pris en charge dans un

état critique, il « se serait stabilisé », ont précisé quelques heures plus tard les magistrats.

Présent sur le trottoir d'en face au moment de l'intervention policière, Aslan, un Brugeois venu rendre visite à un ami, apporte son éclairage. « Trois hommes dormaient dans des sacs sur le trottoir. Les policiers les ont réveillés et un des hommes s'est immédiatement énervé. Il n'écou- tait pas ce que les agents lui disaient et il a essayé d'en frapper un. C'est alors qu'un agent a fait usage à trois ou quatre reprises de gaz lacrymogène. Mais rien n'y a fait. L'homme était toujours aussi agressif. Il a sorti un couteau avec lequel il a touché un policier au visage. Trois collègues sont venus à la rescousse et l'un d'eux a fait feu dans sa direction. »

Deux enquêtes ouvertes

Vers 11 h 30, la police scientifique commençait ses constatations sur le trottoir de la chaussée d'Anvers. Deux enquêtes sont ouvertes : l'une porte sur les coups de couteau, l'autre sur les coups de feu tirés par la police. Un point essentiel à éclaircir concerne l'utilisation du gaz lacrymogène : avant ou après que l'agresseur a sorti son couteau ?

Porte-parole de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés, Mehdi Kassou a pu, lui, retrouver les deux personnes qui dormaient à côté de l'agresseur.

« Ce sont deux Afghans qui ne le connaissaient pas, commente-t-il. D'après eux, c'est un Égyptien de 43 ans. Ils racontent que les policiers l'ont réveillé parce qu'il fallait enlever le carton sur lequel il dormait. Il aurait effectivement sorti son couteau avec lequel il dormait toujours - eux-mêmes faisaient très gaffe quand ils devaient le réveiller -, mais ils disent qu'il ne s'est pas jeté sur les policiers. Il se serait levé avec le couteau parce qu'il y avait trop de gaz lacrymogène et c'est là qu'un policier a tiré. » ■

FRÉDÉRIC DELEPIERRE

SYNDICATS DE POLICE

« Un climat détestable » affronté « sans états d'âme »

Comment vivent les policiers qui travaillent dans la zone de la gare du Nord, au contact quotidien des migrants en transit et des sans-abri ? Les troupes sont-elles inquiètes ? La porte-parole de la zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles se refuse à tout commentaire. « L'incident de ce lundi matin s'inscrit dans le cadre d'une patrouille comme les policiers en organisent très souvent aux abords du parc Maximilien », se limite à expliquer la commissaire

Ilse Van De Keere. Les syndicats policiers, eux, attendaient d'en savoir davantage sur les faits pour s'exprimer. Ils soulignent toutefois que l'incident s'inscrit dans un contexte de violences.

« Qu'est-ce qu'il faudra encore pour faire comprendre la dangerosité du métier ? », s'interroge Stéphane Deldicque, délégué CSC Police. « Fort heureusement, ce collègue bruxellois s'en sort bien. Il pourra rentrer chez lui ce soir (lundi). Mais il a failli payer de sa vie cette opération banale. » Vincent Gilles, président du SLFP Police que nous avons questionné avant d'appréhender que le suspect était

un SDF belge, élargit la problématique : « Les migrants se sentent de plus en plus à l'étroit dans les mailles du filet européen que constitue la réponse politique au défi de la migration. Il ne nous appartient pas de juger les décisions politiques en la matière. On peut juste dire que la police est l'outil qui tire le filet. À cet égard, nous allons être de plus en plus confrontés à des faits de violence de la part de ces personnes en migration, car elles sont en désespoir de ne pouvoir rejoindre leur Eldorado britannique. » Quant aux policiers bruxellois, amenés à descendre régulièrement dans le secteur de la gare du

Nord, « ils font leur travail sans états d'âme », assure le patron du syndicat policier libéral.

Du côté de la CGSP Police, on politise la situation bruxelloise. « Finalement, on fait jouer aux policiers le mauvais rôle, juge Eddy Quaino. Si on a un parc Maximilien, c'est parce que Theo Francken refuse d'ouvrir des centres d'accueil dignes de ce nom. Or, ce gouvernement a fermé des centres Fedasil ! Il y a une dissonance qui n'est pas correcte : si on organisait un meilleur accueil, on n'aurait pas tant de personnes désœuvrées. Cela crée un climat détestable. »

L.CO.

majorité N-VA, CD&V et VLD se déchirent dans la campagne

Prenez les controverses multiples, les tensions ayant trait à l'asile, aux migrants, au parc Maximilien, à l'agression d'un policier... Question : y a-t-il un épice politique ? Pour un observateur avisé en Flandre, tout tient dans une formule simple : « *La N-VA veut détruire le CD&V pour devenir le grand parti populaire en Flandre* »...

Lisez : le plus grand parti à la Chambre depuis mai 2014, la N-VA veut le devenir dans les villes et communes en octobre prochain, sachant que son implantation est capitale pour asseoir sa domination en mai 2019. Pour cela, il faudra ravir des places fortes au CD&V. Qui reste à ce jour « le » parti flamand ancré localement, barrant de cette façon l'expansion du parti populaire-populiste. D'où, de la part de la N-VA, une campagne imposant d'emblée des thèmes fédéraux, où il fait la différence auprès du grand public en Flandre.

Rutten sort les griffes

A commencer par l'asile et la

migration, où Theo Francken, secrétaire d'Etat compétent, et Jan Jambon, ministre de l'Intérieur, excellent, se distinguent tant qu'ils le peuvent : le second avait dévoilé récemment un plan global comportant, annonçait-il, l'intensification des contrôles, la réservation de places au centre fermé 127 bis, le démantèlement de l'accueil au parc Maximilien. Le premier en a rajouté il y a quelques jours, appelant à l'ouverture temporaire d'un centre fermé supplémentaire avant l'été pour les migrants en transit. Un rouleau. La N-VA impose sa dynamique de campagne.

Toujours deuxième sur la balle sécuritaire, le CD&V et le VLD contre-attaquent quand ils peuvent, quand ils voient une faille. Lundi, Gwendolyn Rutten, présidente chez les libéraux flamands, n'a pas laissé passer... Alors que, affirmait la presse flamande, des personnes ayant un casier judiciaire pour des faits criminels auraient été libérées récemment de centres fermés, et que Theo Francken réunissait son administration en urgence lundi matin pour vérifier l'infor-

mation et réagir, la libérale décochait à la VRT : « *C'est le monde à l'envers. Normalement, on se réunit d'abord avec son administration pour éviter que des criminels soient remis en liberté, pas après !* »

La même a égratigné le CD&V, visant les bourgmestres chrétiens-démocrates qui ont décidé de fermer les parkings d'auto-route sur leurs communes après des incidents impliquant des migrants en transit, ce qui a conduit à des « *situations dangereuses* », selon elle.

Quant à Theo Francken, à l'is-

sue de la réunion avec son administration lundi, son cabinet nous expliquait : « *Nous attendons d'avoir la liste exacte des personnes qui ont été libérées pour préciser leur profil. Les libérations interviennent lorsqu'on arrive vers la fin de la période légale de détention et qu'on se rend compte qu'on n'arrivera pas à rapatrier. Les centres fermés ne sont pas des prisons, les migrants avec un casier criminel qui y sont enfermés ont soit fini leur peine, soit bénéficié d'une libération anticipée. Évi-*

demment, le rapatriement des illégaux criminels est une priorité. »

Bracke appelle au calme

La N-VA ne se démonte pas. Passée maîtresse dans l'optimisation de l'occupation de terrain, elle est à l'offensive avec Theo Francken et Jan Jambon, mais elle est aussi le parti d'où... l'on appelle au calme. Après le scandale Schild & Vrienden, on a vu Bart De Wever exalter un parti voué à l'« *ouverture* » lors de la fête des familles dimanche à La Panne.

Et lundi, Siegfried Bracke, président de la Chambre, a lancé sur sa page Facebook : « *Et si nous arrêtons les cris et les insultes sur les réseaux sociaux et ailleurs ? Et si nous redevions des personnes polies, instruites, civilisées, avec de l'allure ? (...) Je dis non aux conneries acrimonieuses et au barouf enflammé. Moi, je veux appartenir au parti des gens apaisés, raisonnables, civilisés.* » On n'est jamais aussi bien servi... ■

DAVID COPPI
LORRAINE KIHl

GOUVERNEMENT

Les suédois flamands divisés aussi sur Arco

Il n'y a pas que l'asile et la migration : les partis flamands de la majorité se déchirent aussi sur le dossier Arco. Pour rappel, de quoi parle-t-on ? De la possible indemnisation des détenteurs de parts de la société coopérative Arco - qui évolue dans le giron des chrétiens-démocrates flamands, donc du CD&V - en liquidation depuis fin 2011 à la suite de l'effondrement et du démantèlement du holding Dexia SA, dont Arco était l'un des actionnaires. Quid de la controverse ?

Dimanche, en marge de la fête des familles N-VA à La Panne, Bart De Wever déclarait que le CD&V devait se faire une raison : non, le dossier Arco ne sera pas résolu durant cette législature. Le VLD enchaînait lundi : tournons la page. Sur ce, Wouter Beke, patron des chrétiens-démocrates, convoquait la VRT lundi midi pour passer le message : pas du tout, il faut respecter l'accord de gouvernement. A savoir : la suédoise doit promouvoir une entente sur Arco, qui passe par la mise en Bourse de la banque Belfius. C'est aussi la ligne au « *Seize* ».

D.CI